

Franz Schultheis
SfS/Université de St.Gall

L'Allemagne de près et de loin.

Présentation de la traduction allemande de

Schultheis, F. et Schulz, K. (Eds.) : Société à responsabilité limitée.

EHESS/ Paris 27. juin 2014

Paris, ENS, 2014.

La version originale du livre que je vais vous présenter ici a été publiée en allemand en 2005 en se basant sur des recherches entamées depuis 2002. Quel intérêt la lecture d'une telle étude peut-elle encore avoir pour le lecteur français d'aujourd'hui ? Ne risque-t-elle pas d'être au moins en partie d'ores et déjà dépassée par les événements historiques caractéristiques de la décade passée ? Ne représente-t-elle pas une sorte de radiographie momentanée d'une conjoncture historique particulière dont les résultats ne se prêtent guère à des généralisations ? Selon la réponse que l'on veut donner à ces questions, de choix éditoriaux différents s'imposeraient.

Le livre présente une sorte de galerie de portraits de contemporains basée sur des entretiens compréhensifs. Il n'était donc pas question de toucher aux « choses dites » et de manipuler ces témoignages, qui forment la dimension-clé de l'étude. Par-contre, les parties analytiques et diagnostiques telles que le chapitre « L'Etat providence en crise » ou encore l'introduction ou la postface auraient pu être soumis à une mise à jour. De l'autre côté, ce livre collectif a été conçu tel qu'il se présente comme un ensemble de parties interdépendantes et non comme un recueil de textes plus ou moins indépendants les uns des autres et on pourrait donc aussi bien plaider pour une sauvegarde de sa *gestalt* initiale. Si nous avons finalement opté pour cette deuxième option, ceci s'explique par le choix stratégique de ne pas sortir des parties de cet ensemble de leurs contextes de référence socio-historique particuliers au profit d'une plus grande actualité et proximité pour le lecteur d'aujourd'hui.

Même si certains traits économiques, politiques et culturels de la société allemande ont connu des changements plus ou moins notables, les auteurs de cette étude sont convaincus que ces changements ont pu, en bonne partie, renforcer encore les réalités et

accentuer les conditions sociales d'existence mises à jour et analysées dans ce livre, dont le titre « Société à responsabilité limitée », une société dans laquelle la responsabilité de la société envers les individus prend de nouvelles limites, nous semble plus actuel que jamais. Les entretiens réalisés dans les années 2000 constituaient autant d'appropriations individuelles de la redéfinition des limites entre solidarité collective et responsabilité individuelle : des pans entiers du modèle allemand actuel ont été mis en place précisément à cette époque, qui constitue la charnière dans l'histoire de l'État social allemand. Cette thèse s'est trouvée aussi prolongée par les données issues de deux autres grandes recherches sociologiques menées par des membres de notre collectif d'auteurs-chercheurs depuis l'année 2005. D'un côté, une étude sur les transformations du monde du travail¹ se servant d'une démarche compréhensive à base d'entretiens qualitatifs avec des représentants de métiers et de statuts professionnels les plus divers a permis d'établir une sorte de kaléidoscope sociologique offrant des regards sur des réalités sociales les plus divers. D'un autre côté, une étude sur la transformation des services publics dans les pays de langue allemande actuellement en cours met en lumière les effets des dynamiques de changement socio-économiques dans la vie quotidienne des salariés.

Par contraste, il est un domaine dans lequel un important changement s'est opéré au cours des 10 années passées : c'est l'image de l'Allemagne dans le contexte international en général et à l'intérieur de l'Europe en particulier. Depuis quelques années, l'idée d'un « miracle » allemand qui hantait déjà les esprits dans les pays voisins est de retour et se montre plus vivace que jamais. Rappelons, en passant, le livre publié par Alain Peyrefitte en 1976 sous le titre *Le mal Français*, se servant du miracle allemand comme moyen de contraste pour critiquer l'inertie du modèle français.

Si l'Allemagne avait connu un demi-siècle en arrière des « trente » particulièrement « glorieuses » et étonnait le reste du monde par son dynamisme économique, le « miracle » semble se répéter depuis le milieu des années 2000 : alors que tous les pays (post-)industriels ont connu une crise économique plus ou moins poussée et durable, l'Allemagne a pu se distinguer très nettement de la moyenne européenne par des performances économiques enviables et un taux de chômage particulièrement restreint. C'est à cette époque que notre livre a justement vu le jour.

¹ Berthold Vogel, Franz Schultheis, Michael Gemperle (dir.), *Ein halbes Leben. Biografische Zeugnisse aus einer Arbeitswelt im Umbruch*, Constance, [UVK Verlagsgesellschaft](http://www.uvk-verlagsgesellschaft.de), 2010.

C'est à ce moment historique spécifique que l'Allemagne entrait, sous un gouvernement social-démocrate et un Chancelier, Gerhard Schröder, dans une nouvelle ère économique sous le signe d'un programme de redressement appelé « Agenda 2010 ». Ce programme annoncé par Schröder au parlement le 14 mars 2003, dont une version précurseur avait vu le jour sous le titre « Papier Blair-Schröder » en 1999 et qui trouva une autre source d'inspiration dans un papier d'un ministre du parti libéral du nom de Otto Graf Lambsdorff, redéfinissait les règles du jeu de l'État social – ou vaudrait-il mieux parler de dérégulations ? Visant une modernisation du marché de travail marqué jusqu'alors par, comme disaient les auteurs de l'agenda 2010, un manque de flexibilité dû à un droit du travail et un droit social trop en faveur d'un statut garanti de l'employé et un manque d'emplois flexibles (à temps partiel, postes intérimaires etc.). C'est sous le concept emblématique de « *Ich-AG* », désignant le soutien donné aux chômeurs créant leur activité professionnelle, que cette nouvelle philosophie s'est introduite dans le *Zeitgeist* allemand des dix dernières années et y a laissé des traces profondes et durables. Un autre élément-clé de cette réforme profonde de l'État social allemand touchait la mise en place d'une réforme à la fois du système d'assurance chômage et de l'aide sociale, conçue par un ami proche de Schröder, Peter Hartz, qui a donné à travers une série de lois (Hartz I-IV.) son nom à une nouvelle politique de protection sociale sous le titre emblématique « *Fördern und Fordern* », une logique de « donnant-donnant » qui vise à responsabiliser et à « activer » les allocataires d'aides publique selon la philosophie libérale classique du « *help to selfhelp* ». Ce nouveau régime de protection sociale restreinte face au risque du chômage, qui fait basculer l'Allemagne vers une logique de « société à responsabilité individuelle », réclamant à chaque individu de prendre en charge sa propre employabilité et de se protéger individuellement contre les aléas de la vie de salarié, comme par exemple en matière de retraite, où une logique de capitalisation individuelle appelée « Riester-Rente », a fait naître ou, du moins, a accentué, une société dont une part croissante de la population se trouve exposée à une existence proche du seuil de la pauvreté en tant que « *working poor* », ce « secteur à salaires de dumping » central dans la restauration de la compétitivité de l'économie allemande. Les données statistiques le reflètent bien : 15 % de la population allemande se trouvent à un niveau de revenu en-dessous du seuil de pauvreté en 2011, un enfant sur six est touché et la part des familles monoparentales parmi des ménages pauvres est de 33%. Par-delà de la précarité matérielle en amont touchant de catégories sociales jusqu'alors épargnées, il faut ne pas ignorer d'autres formes de souffrances sociales

l'accompagnant telles que les effets stigmatisant d'une logique de *workfare*, poussant les individus touchés par le chômage à accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition. Avec la réduction de l'indemnisation du chômage de 32 mois à 12 mois et la libéralisation de la pratique du travail intérimaire et l'instauration des « mini-jobs » rémunérés à hauteur de 400 Euros maximum, beaucoup d'individus se trouvent de plus en plus hors d'état de rentrer dans une situation professionnelle stable. Entretemps, près de 5 millions d'Allemands ne vivent que de mini-jobs qui ne leur permettent guère de sortir de la zone de pauvreté manifeste et beaucoup d'entre eux dépendent de subventions publiques pour s'en sortir à peu près. Cette situation de précarité normalisée, pour ne pas dire instituée par un Etat social, redéfini dans ses fonctions et dans ses modes d'action, prend d'ores et déjà la forme d'une bombe à retardement en ce qui concerne les prévisions en matière de pauvreté de vieillesse à l'horizon des années à venir. Même en travaillant durant 35 ans (durée minimale de cotisation pour la liquidation des droits à pension) de leur vie à plein temps, une bonne partie de la population active allemande peut s'attendre à un niveau de retraite flirtant avec le seuil de pauvreté. Tout donne à penser que ceci sera une des questions sociales clés de l'Allemagne des années à venir, une question sociale produite, consciemment ou non, par une politique favorisant les indicateurs économiques de succès du modèle allemand au détriment d'indicateurs sociaux concernant les dégâts collatéraux de l'Agenda 2010. La néo-libéralisation du marché du travail a, certes, réussi à réduire les dépenses publiques et à abaisser les prélèvements obligatoires de façon considérable et a, à sa façon très particulière et discutable, contribué à diminuer le taux de chômage, mais ceci en restreignant la protection contre le risque du chômage, et en obligeant, par là, les individus touchés d'accepter des emplois précaires, déqualifiés et mal rémunérés. Ce retrait de l'Etat social de ses tâches et responsabilités traditionnelles et l'affaiblissement de l'idée-même de prévoyance solidaire, est un leitmotiv des témoignages présentés dans ce livre et traverse les récits recueillis auprès d'enquêtés d'origine sociale et géographique, d'âge, de genre, de métier et de statut les plus divers comme une source de malaise collectivement partagée. Si chacun de nos interlocuteurs l'exprime à sa manière et par des mots qui lui sont propres, il reste que l'ensemble de ces voix crée une sorte de polyphonie autour d'une mélodie partagée et d'un malaise collectivement ressenti. Bien-sûr, le concept de représentativité est déplacé dans le contexte d'une étude qualitative basée sur un échantillon de quelques douzaines de personnes interviewées. Néanmoins, les auteurs de cette étude ont pu constater à tout moment les

convergences des regards des personnes interrogées sur les réalités sociales de leur pays.

Le « modèle allemand », si l'on veut aller au-delà des références qui sont de simples clins d'œil et de pures incantations politiques, est indissociablement fait des réformes néolibérales de l'État social nettement plus marquées que celles introduites par l'homologue britannique de Schröder, Tony Blair, et de ce trouble collectif face aux nouvelles injonctions et aux nouvelles souffrances qui ne sont pas tant le « prix » du « miracle » économique que son moyen. Ce sont ces appropriations des nouvelles règles du jeu par les individus que cette entreprise s'est attachée à restituer.

Ce livre est le fruit d'un travail collectif de deux ans, dont l'inspiration était venue d'une étude française d'ores et déjà classique produite sous la direction de Pierre Bourdieu sous le titre *La misère du monde*. Une trentaine de chercheurs de statuts et d'âges les plus divers, femmes et hommes, venant de toutes les régions allemandes imaginables, des nouveaux Länder de l'ex-RDA autant que des régions de l'ancienne RFA ont participé à cette entreprise financée par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*. Les portraits sociologiques dressés de leurs contemporains, issus d'entretiens qualitatifs intenses et souvent longs de plusieurs heures et de tout un travail de mise en forme représentent, bien sûr, tout d'abord des contributions « individuelles » de leurs auteurs respectifs, mais ont été en même temps objets de lectures croisées et de débats collectifs intenses ayant permis – nous l'espérons au moins – de donner à l'ensemble une cohésion en matière de regards sociologiques et une cohérence en ce qui concerne le style et la tonalité des portraits livrés.

La lecture de ce livre collectif devrait contribuer à contrebalancer une version dominante du grand récit de la réussite globale du modèle allemand en offrant aux lecteurs un autre regard sur les réalités sociales d'un pays qui se trouve bien souvent élevé au statut de modèle pour ses voisins jugés moins performants selon les indicateurs économiques courants en rappelant le prix social élevé à payer par un nombre croissant de citoyens d'une telle société à responsabilité de plus en plus limitée.